Le déni climatique :

Comment l'expliquer,

comment y remédier ?

Lydie GAUDIER ▪ Octobre 2019

CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE
ANDRÉ GENOT
rue de Namur 47 • 5000 Beez
T. 081/26 51 52 • F. 081/26 51 51
cepag@cepag.be • www.cepag.be

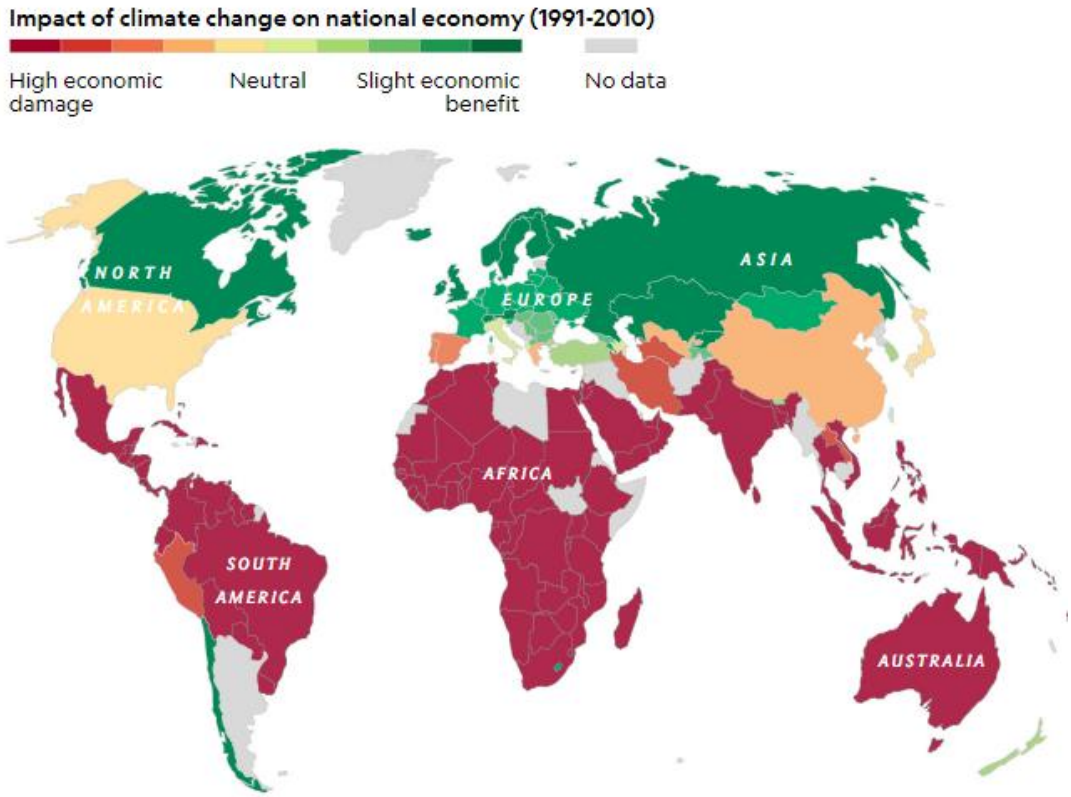
Les changements climatiques et leurs conséquences se conjuguent désormais au présent

Selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé), en 2018, plus de 1.600 décès ont été liés aux vagues de chaleur et aux incendies de forêts qui ont touché l'Europe, le Japon et les Etats-Unis.

Selon la FAO (Food and Agriculture Organisation) et le PAM (Programme alimentaire mondial), le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est reparti à la hausse, atteignant, en 2017, 821 millions de personnes, notamment à cause des sécheresses observées en 2015 et 2016.

Selon l'OMI (Office des migrations internationales), sur les 17,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, plus de 2 millions l'étaient en raison de catastrophes liées à des phénomènes météorologiques et climatiques.

Selon les estimations, le fossé entre les performances économiques des pays les plus riches et les plus pauvres est aujourd'hui de 25 % plus important qu'il ne l'aurait été s'il n'y avait pas de réchauffement climatique.[1]



En Belgique, depuis le début des relevés en 1833, la courbe de tendance indique une température moyenne plus élevée de 2,3 °C. Il pleut, aujourd'hui, environ 100 mm de plus par an qu'à la fin du XIXe siècle.

Ces évolutions augmentent les risques de morbidité et de mortalité liés notamment à la pollution de l'air par l'ozone et les particules fines, entraînent des perturbations au niveau des

[1] https://www.nationalgeographic.com/environment/2019/04/climate-change-economic-inequality-growing/

infrastructures de transport, du fonctionnement des centrales électriques, des stations d'épuration de l'eau.

Elles touchent également la biodiversité, favorisant la prolifération de nouvelles espèces au détriment des espèces indigènes. La variabilité plus grande du climat impacte les rendements agricoles même si de nouveaux types de cultures apparaissent, comme la vigne.

Bref, tous les secteurs de l'économie sont finalement concernés ainsi que l'emploi par voie de conséquence, ne serait-ce qu'en termes de conditions de travail notamment pour les services d'urgence des hôpitaux et les pompiers qui peuvent se retrouver débordés en cas de phénomènes climatiques extrêmes amenés à se multiplier.

Pourtant, nous avons tous été confrontés au déni climatique…

Bon nombre de nos concitoyennes et de nos concitoyens, quel que soit leur niveau de connaissances ou de responsabilité, se refusent à prendre en considération l'ampleur des enjeux. Nous en avons tous fait l'expérience.

Parmi les objections les plus fréquentes, figurent :

- « Le réchauffement climatique est un cycle naturel. Au Moyen-âge, le Groenland était vert » (ce qui est faux par ailleurs) ;
- « Greta Thunberg ferait mieux de retourner à l'école et de laisser parler les scientifiques » (ils le font et si Greta s'en va, le problème restera) ;
- « Les Ecolos veulent le retour à la bougie » (ce qui arrivera si on ne fait rien) ;
- « Je ne crois pas au catéchisme vert. Nous avons la technologie pour résoudre le problème sans qu'il faille s'auto-flageller » (quand on a dit ça…) ;
- « Il fait froid aujourd'hui » … (c'est déjà ça) ;
- et les plus honnêtes… « Si l'Homme disparaît, la nature survivra » (c'est un point de vue).

Bref, beaucoup de jugements de valeur et de raccourcis en tous genres… Mais pourquoi ? Comment expliquer de telles attitudes venant de personnes pourtant instruites et malgré l'évidence scientifique distillée chaque jour par les médias ?

Comment expliquer ce déni ?

La climatologue canadienne Katharine Hayhoe a tenté de l'expliquer le 8 octobre dernier, lors d'un débat organisé par l'ETUI (European Trade Union Institute) et intitulé : « Les obstacles à l'acceptation par le public de la science, des impacts et des solutions climatiques ».

Tout d'abord, on est surpris de constater que le phénomène de l'effet de serre est connu de longue date puisqu'en 1824, le Français Joseph Fourier en donne la première description: *« la température est augmentée par l'interposition de l'atmosphère, parce que la chaleur trouve moins d'obstacles pour pénétrer l'air, étant à l'état de lumière, qu'elle n'en trouve pour repasser dans l'air lorsqu'elle est convertie en chaleur obscure ».*

L'analyse des propriétés radiatives des gaz atmosphériques a ensuite commencé en 1860 avec le physicien irlandais Tyndall dans le cadre de ses travaux sur les causes des changements climatiques des périodes glaciaires : *« Un léger changement dans les constituants variables de l'atmosphère suffit pour que se modifie la quantité de chaleur retenue à la surface de la Terre enveloppée par la couverture d'air atmosphérique ».*

En 1938, le Britannique Guy Callendar approfondit encore les connaissances en calculant que la température moyenne a augmenté régulièrement depuis 1880 ; il évalue cette hausse à 0,3°C. Il attribue 60 % de cette augmentation aux émissions de gaz à effet serre. D'après ses mesures, la concentration en CO_2 dans l'atmosphère a crû d'environ 6 % depuis 1900.

Selon l'étude d'opinion « Yale Climate Opinion Map 2019 » notamment réalisée aux Etats-Unis, deux conclusions s'imposent.

1) Quand on interroge les gens sur leur positionnement par rapport à l'affirmation : « *Il y a des preuves solides que le réchauffement climatique actuel est principalement dû à l'activité humaine et en particulier à la combustion des combustibles fossiles* », la réponse est directement dépendante de leur orientation politique, à savoir « *oui* » pour les partisans du parti démocrate et « *non* » pour les républicains.

   On s'aperçoit ainsi que sur de nombreuses questions sujettes à polémique, les personnes utilisent leurs capacités de raisonnement de manière sélective de sorte à mettre en conformité leur interprétation des données scientifiques avec leur idéologie politique (Dan M. Kahan et al., 2017).

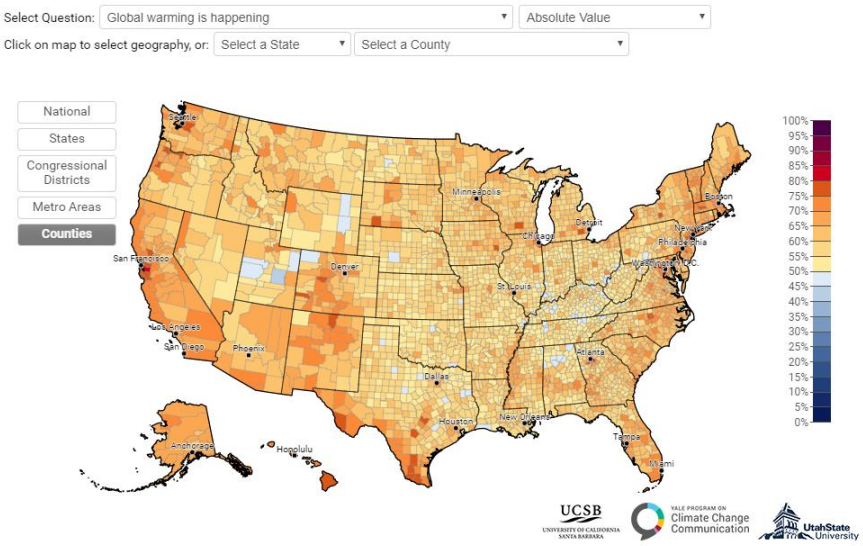
   C'est ainsi que la perception du message climatique dépend finalement autant de la crédibilité de son auteur au regard de l'identité sociale et des valeurs de la personne que de sa validité scientifique. Il est régulièrement interprété comme un moyen pour le gouvernement de réduire la liberté ou le niveau de vie des citoyens.

2) Il est étonnant d'observer que les personnes interrogées, même si elles sont convaincues de la réalité des changements climatiques et de ses causes anthropiques, estiment la plupart de temps qu'elles ne seront pas touchées par ses conséquences et que celles-ci affecteront uniquement les générations futures et/ou les régions lointaines[2].

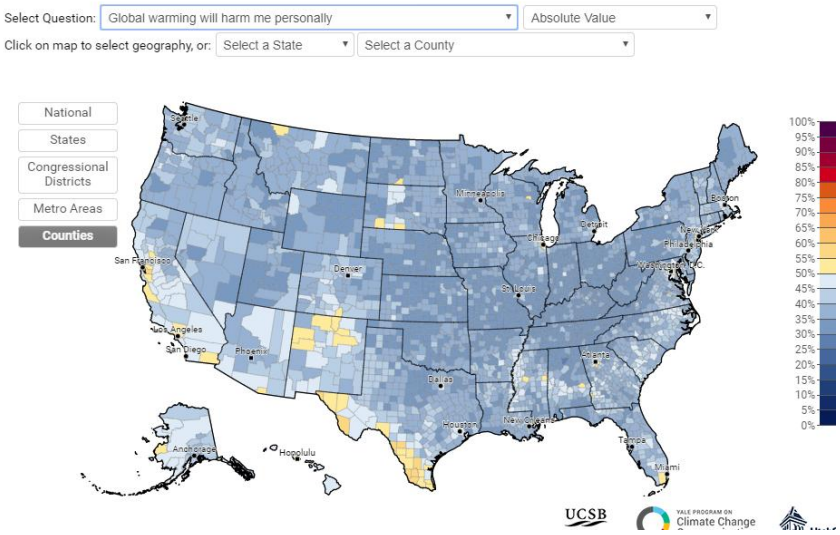
   Ces deux constats ne sont que des exemples des multiples questions posées dans l'étude mais dont les réponses concordent toutes.

[2] https://climatecommunication.yale.edu/visualizations-data/ycom-us/

Estimated % of adults who think global warming is happening (67%), 2019



Estimated % of adults who think global warming will harm them personally (42%), 2019



La situation est comparable en Europe où si les personnes interrogées sont plus enclines à reconnaitre que les activités humaines sont la cause principale des changements climatiques, elles sont cependant réticentes à modifier leurs modes de vie, l'imposition de limites à l'utilisation des combustibles fossiles apparaissant comme l'élément le plus contesté.

La préoccupation pour le climat apparaît comme la plus importante dans les pays du Sud de l'Europe comme le Portugal, l'Italie et l'Espagne.

Par ailleurs, les Européens estiment qu'ils sont les seuls à faire leur part pour remédier aux changements climatiques et estiment que les gouvernements ne jouent pas leur rôle.

En réaction à ces conclusions sur la perception des changements climatiques et de leurs enjeux, Katharine Hayhoe propose, se basant sur le fait que seuls 36 % des citoyens américains discutent au moins occasionnellement du problème, – toujours selon les chiffres de l'étude « yale Opinion map 2019 » – une méthode pour faire avancer l'opinion publique.

Cette méthode consiste en trois points :

3) **relier et connecter** : Il s'agit de démarrer la discussion, non pas en voulant convaincre son interlocuteur avec des arguments scientifiques mais en abordant ce que nous avons en commun avec lui ou avec elle qui nous tient à cœur et qui pourrait être affecté par les changements climatiques ;

4) **expliquer** : poursuivre la discussion en discutant de ce qui se passe réellement et que pourrait-on faire pour l'éviter ?

5) **inciter** : continuer le débat en réfléchissant à ce que tous les deux pourraient faire pour résoudre le problème d'une façon positive compatible avec nos valeurs communes.

Elle suggère également de montrer tout ce qui se fait déjà et qui peut laisser espérer que d'autres initiatives se multiplieront.

Si la démonstration de Katharine Haehoe sur l'origine du déni climatique, malgré l'accumulation des évidences scientifiques, est interpellante, la solution proposée paraît un peu naïve pour nous, Européens, qui ne sommes pas accoutumés au mode de pensée américain. Pour peu que l'interlocuteur en question soit un minimum de mauvaise foi et rompu en dialectique, nous avons tous fait l'expérience qu'il est difficile de le convaincre mais cela ne coûte rien d'essayer.

Ensuite, il s'agirait également d'aller un pas plus loin et de convaincre non seulement son interlocuteur de la réalité des changements climatiques et de son origine mais également d'obtenir un consensus sur les solutions à apporter, sur la responsabilité du système d'accumulation capitaliste et sur le virage à aborder en termes de gouvernance économique.

Il ne s'agit pas seulement de modifier ses propres comportements individuels ni d'impulser des sauts technologiques mais de faire en sorte de pousser nos représentants politiques, les entreprises et l'ensemble des acteurs de la société à défendre une société basée sur le partage et la justice sociale plutôt que sur la croissance infinie.

On rejoint ainsi la difficulté posée au départ par les enquêtes d'opinion citées qui est de remettre en question les valeurs qui forment nos identités et que nous partageons avec notre milieu social mais aussi à renoncer à notre intérêt individuel à court terme au profit de l'intérêt collectif à long terme, d'autant plus quand on n'a pas les moyens d'y renoncer.

Comment par ailleurs renoncer à consommer quand on a déjà du mal à boucler ses fins de mois comme un cinquième de la population wallonne en situation de précarité énergétique ?

Le débat reste donc en grande partie ouvert sur le phénomène du déni climatique mais l'approche portée par Katharine Hayhoe a le mérite d'avancer dans la compréhension du phénomène et d'apporter une pierre au débat.